

## UTILISER LES MESURES DE SAUVEGARDE DES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT POUR RENFORCER LE POUVOIR

**Plusieurs banques multilatérales de développement, notamment la Banque mondiale, ont adopté des normes du travail contraignantes qui s'appliquent aux projets qu'elles financent. Ces « sauvegardes » du travail exigent des conditions de travail sûres et décentes et constituent un outil permettant aux syndicats d'organiser, de régler des différends et de conclure des accords dans les secteurs public et privé.**

L'adoption de mesures de sauvegarde en matière de travail par les banques multilatérales de développement constitue un acquis du mouvement syndical, dans le cadre de la poursuite de la lutte pour défendre les normes fondamentales du travail en matière de développement. Le respect des mesures de sauvegarde est une condition d'octroi des prêts dans les secteurs public et privé. Seuls les travailleurs/euses et leurs syndicats peuvent veiller, à terme, à ce que la réalité sur le terrain soit conforme aux principes.

Les mesures de sauvegarde représentent une occasion d'assurer une organisation et une négociation stratégiques. L'utilisation efficace de ce moyen de pression permet de changer le comportement de l'employeur et sert d'exemple du respect des droits fondamentaux dans des contextes difficiles.

Les syndicats ont largement utilisé la politique de sauvegarde en matière de travail de la Société financière internationale (SFI), qui était la première norme contraignante adoptée en 2006. Qu'il s'agisse des travailleurs/euses en sous-traitance en Irak obtenant le droit de s'affilier à un syndicat ou des travailleurs/euses des plantations de thé en Inde bénéficiant de conditions plus sûres, des milliers de travailleurs/euses ont fait usage de la sauvegarde pour organiser et gagner.

Outre l'utilisation des sauvegardes pour résoudre des problèmes dans des investissements spécifiques, les syndicats ont enjoint les banques de développement d'améliorer la diligence raisonnable, le contrôle et les voies de recours. Les syndicats peuvent contrôler les projets proposés et promouvoir la participation des travailleurs/euses à leur élaboration et à leur mise en œuvre.

La Banque mondiale est l'ultime institution à adopter une politique de sauvegarde en matière de travail. Elle rejoint la SFI et les banques de développement régionales couvrant l'Afrique, la région MENA et l'Asie centrale. Aujourd'hui, les syndicats se mobilisent pour la protection équitable de tous les travailleurs/euses sur la base de la norme de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures et l'adoption de mesures de sauvegarde du travail par la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement.

- » Des politiques de sauvegarde du travail contraignantes promeuvent des conditions de travail sûres et décentes dans le cadre des projets de développement.
- » Les travailleurs/euses ont utilisé les mesures de sauvegarde pour obtenir des conventions collectives et de meilleures conditions.
- » L'utilisation des mesures de sauvegarde peut faire partie des stratégies globales visant à renforcer le pouvoir des syndicats.
- » Des mesures de sauvegarde en matière de travail pour les projets d'investissement existent à : la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Société financière internationale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.
- » Les syndicats se mobilisent pour obtenir des mesures de sauvegarde en matière de travail dans d'autres banques et améliorer la mise en œuvre des normes actuelles.